Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco

Vol. 34 no 29 | Edmonton, semaine du 18 au 24 août 2000 | 12 pages

Le site Rossdale une demande officielle est faite à la législature albertaine

RAYMOND LAROCHE

Edmonton

Les membres de la Coalition Fort Augustus ont déposé le 14 août dernier à la législature albertaine, une requête demandant au gouvernement de déclarer le site connu sous le nom de «Epcor Rossdale Power Plant» comme site historique provincial, conformément aux dispositions de la section 16 de la Loi sur les ressources historiques «Historical Resources Act».

Cette demande de nomination auprès du ministre du Développement communautaire, Stan Woloshyn, décrit la valeur historique et culturelle de cet emplacement qui a plus de 8000 ans d'histoire d'où l'importance de le préserver pour le bénéfice des générations à venir. La Coalition Fort Augustus demande à la ville d'Edmonton et Epcor (qui est propriété de la ville) de respecter la nature historique de ce site en reportant son projet d'expansion pendant que la requête fera l'objet d'examen.

«Ce site a été un lieu de rassemblement pour les premiers habitants de ce territoire depuis toujours» indiquait Philip Coutu, descendant de la famille Lagimodière. «Cet endroit a une longue histoire et une grande signification sur le plan culturel. Désigner cet emplacement comme ressource historique provinciale contribuera à restaurer la dignité aux premiers habitants de cette région, et donnera aux citoyens et citoyennes d'Edmonton la possibilité de reconnaître et de célébrer une histoire riche et diversifiée» ajoutait M. Coutu.

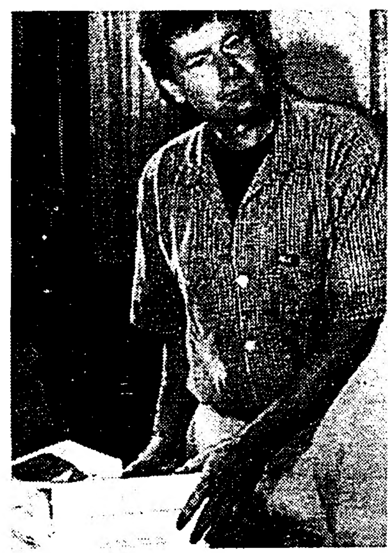

Photos: Raymond Laroche

Diane Oxenford de la Coalition Fort Augustus avec le précieux document.

Pour plusieurs raisons qui ont déjà fait l'objet d'articles dernièrement dans Le Franco, les membres de la coalition tiennent à cette nomination, et espèrent par cette présentation au ministre Woloshyn faire avancer le dossier de façon favorable.

Déjà, il y a près de 50 ans (en 1949), une demande similaire avait été faite par un autre groupe de pressions. Le sénateur McKinnon avait alors rédigé un rapport qui n'a sans doute pas été pris en considération puisqu'en 1954 rien n'avait abouti, et par la suite, Rossdale avait procédé à des travaux d'agrandissements. «Une autre étude avait été faite en 1988, et selon les résultats, Epcor Rossdale aurait dû normalement fermer ses portes cette année. Tout à coup, ils veulent agrandir» nous expliquait Lilianne Maisonneuve. Selon les membres de la coalition, cet agrandissement n'est pas nécessaire puisque déjà Epcor avait étudié la possibilité d'utiliser son site de Cloverdale situé plus au sud.

«Le fait de déposer cette demande auprès du gouvernement provincial (ministère du Développement communautaire) implique qu'ils devront étudier le dossier. Si on demande que des recherches soient faites dans un endroit que nous croyons être un site historique, Epcor doit tout arrêter et attendre les résultats avant de continuer» soulignait Mme Maisonneuve.


Philip Coutu

«Si on réussissait à faire nommer le site, parc historique, avant la tenue des audiences publiques en octobre prochain, il y a certains paramètres qu'Epcor devra respecter. L'ACFA (Association canadienne-française de l'Alberta) en tant que membre de la coalition, voit tout ceci comme un dossier important parce qu'elle devient de plus en plus soucieuse de l'importance du patrimoine et du rôle que les Canadiens français ont joué dans l'évolution de la province. Pour nous, il est important de savoir quelles sont nos racines afin de continuer à développer. C'est dans cette perspective que l'ACFA s'implique dans le dossier» nous expliquait M. Denis Magnan, directeur général de l'association.

Présentement, pour Epcor, qui ne produit que très peu de l'électricité nécessaire pour la ville d'Edmonton à son site de Rossdale, c'est le statut quo, du moins jusqu'aux audiences publiques auprès de l'Alberta Energy and Utilities Board (EUB) où la Coalition espère pouvoir se faire entendre. Il est évident, à la lumière des événements des derniers mois que cette question n'en est pas à ses premiers débats. Il semblerait que la présence d'un cimetière, et la découverte d'artéfacts sur le site ne font plus de doute. Il reste toutefois à le faire reconnaître officiellement.

CETTE SEMAINE...

Courrier de deuxième classe
Enregistrement 9870

L'autoroute 11 en Saskatchewan prendra peut-être bientôt le nom de Louis Riel

Une reconnaissance pour l'ancien chef métis*

KARL-STEPHAN BOUTHILLETTE

Regina

Le ministre des affaires intergouvernementales et autochtones, Jack Hillson, a annoncé non officiellement, le 24 juillet dernier, le désir du gouvernement de la Saskatchewan de rebaptiser l'autoroute 11. Cette autoroute qui rejoint Regina à Prince Albert sera renommée le Sentier Louis Riel en l'honneur du chef métis qui fut pendu en 1885 pour avoir mené une résistante armée contre le gouvernement du Canada.

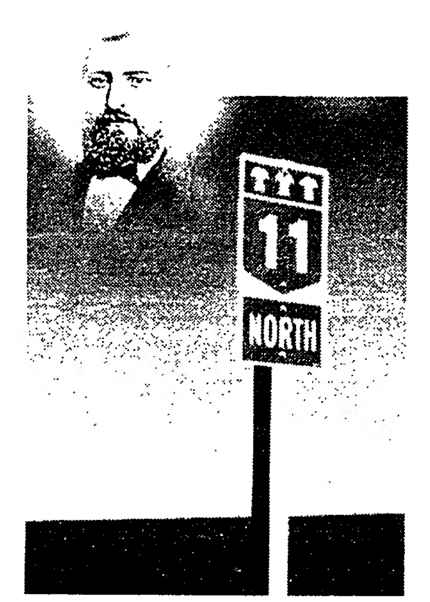


Photo: Karl-Stéphane Bouthillette

Selon le responsable aux communications du ministère des Autoroutes et des transports de la Saskatchewan, John Charleton, l'idée a été amenée et est supportée depuis un certain temps par le Mid-Lakes Community Coalition.

Quoique l'annonce du ministre Hillson à la cérémonie d'ouverture du festival *Back to Batoche* ne soit pas officielle, le ministère des Autoroutes et des transports de la Saskatchewan, qui est chargé du dossier, espère finaliser les démarches et accomplir le changement de nom de l'autoroute pour le mois de septembre.

M. Charleton affirme que l'intention du gouvernement de rebaptiser l'autoroute 11, le *Sentier Louis Riel* permet la reconnaissance du passé historique de l'ancien chef métis. L'assemblée communautaire francophone (ACF) songe à émettre un communiqué en faveur du baptême de l'autoroute, mais rien n'est encore officiel.

Le directeur de l'ACF, Denis Desgagné, est plus qu'enthousiaste envers le nom *Sentier Louis Riel*. «C'est une très belle reconnaissance des métis et du fait francophone. Les métis ont toujours été un peu négligés par les diverses autres communautés et c'est très bien qu'ils aient cette reconnaissance. Je crois que l'ACF appuiera les démarches déjà en cours, mais nous devons attendre que nos membres reviennent de leurs vacances avant de nous prononcer», exprime M. Desgagné.

La publication, le 31 juillet, d'un sondage effectué par le quotidien de Regina, le *Leader-Post*, évaluant l'avis du public face au nouveau nom possible de l'autoroute, semble démontrer que le projet ne jouit pas d'un appui populaire. En effet, la question qui stipulait: « Êtes-vous d'accord pour renommer l'autoroute 11, entre Regina et Prince Albert, le *Sentier Louis Riel* ? », indiquait un refus majoritaire à 86%. Il est cependant à noter que le sondage n'a pas été mené à l'aide d'une méthode scientifique et que la formulation de la question aurait pu être différente.

Denis Desgagné reste perplexe face à ces résultats. Il stipule: « Peut-être connaissent-ils mal leur histoire ou l'interprètent-ils mal? Dans l'Ouest, Louis Riel est connu comme un traître, un rebelle, peut-être les gens gardent-ils cette vision de lui? De toute façon le sondage n'était pas scientifique, on ne peut donc pas vraiment s'y fier». Selon le directeur de l'ACF, Louis Riel est un héros, un exemple pour chaque fransaskois et il mérite l'honneur qui lui est fait.

*Article publié dans *L'Eau Vive* (hebdomadaire francophone de la Saskatchewan) du 3 août 2000.

Les responsabilités familiales doivent cesser d'être synonymes de pauvreté !

Cet article fait partie d'une série d'autres articles que des membres de la Table féministe francophone de concertation provinciale de l'Ontario * veulent diffuser dans le cadre de la Marche mondiale des femmes, et qui se terminera devant le siège des Nations Unies le 17 octobre 2000.Pourquoi une marche mondiale des femmes? Pour inciter les gouvernements à mettre en oeuvre des mesures pour éliminer la pauvreté et la violence faite aux femmes sans plus attendre !

Au Canada, comme dans tous les pays industrialisés au monde, les femmes participent de plus en plus au marché du travail. En 1997, les trois quarts des mères canadiennes occupaient des emplois rémunérés lorsque le plus jeune de leurs enfants avait atteint l'âge de six ans. Malheureusement, les mères qui sont sur le marché du travail font face à de nombreux obstacles qui les appauvrissent ou risquent de les appauvrir. À l'occasion de la *Marche mondiale des femmes* en l'an 2000, les Ontariennes s'uniront aux femmes du Canada et du monde entier pour revendiquer le droit d'élever des enfants sans que cela soit synonyme de pauvreté.

Parmi les nombreux obstacles auxquels font face les mères et les femmes chefs de familles monoparentales, mentionnons les services de garderie, les prestations d'aide sociale et le manque de ressources financières.

En 1995, les frais de garderie variaient entre 348 $ à 536 $ par mois, et ces moyennes n'ont fait qu'augmenter depuis. Pour couvrir de tels frais, il faut de bons salaires et, souvent, les emplois que peuvent occuper les femmes n'offrent ni salaires ni avantages sociaux convenables. Pour les familles monoparentales, dont le nombre a doublé au cours des 35 dernières années, cela représente un lourd fardeau financier. De plus, en 1998, 90 % des enfants canadiens n'avaient pas de place en garderie. Les frais élevés ne sont donc pas tout, encore faut-il avoir accès à ces garderies!

Pour leur part, les mères qui reçoivent les maigres prestations d'aide sociale font face à de nombreux obstacles sur le marché du travail et dans le système de l'aide sociale. À titre d'exemple, en 1998, le gouvernement de l'Ontario décide que la nouvelle *Prestation nationale pour enfants*, créée par le gouvernement fédéral pour aider les familles à faible revenu, sera déduite intégralement des prestations d'aide sociale puisque cet argent est considéré comme un revenu. C'est donc dire que les mères qui sont déjà pauvres deviennent encore plus pauvres.

En Ontario, de nombreuses mères font face à de sérieux manques de ressources financières pour élever leurs enfants. Devant la charge que représentent un emploi à temps plein et les soins à donner aux jeunes enfants, certaines femmes cessent de travailler à l'extérieur ou diminuent leur nombre d'heures de travail. D'autres, souvent bénéficiaires de l'aide sociale, n'ont pas les ressources nécessaires pour retrouver les pères qui négligent de payer la pension alimentaire. Sans compter que le salaire des femmes demeure toujours inférieur à celui des hommes. Il y a quatre ans, Statistique Canada observait que le salaire moyen des femmes n'était que de 20 902 $ comparativement à 32 248 $ pour les hommes. Dans ce contexte, beaucoup de mères n'arrivent tout simplement pas à boucler les fins de mois.

Les risques d'appauvrissement sont élevés pour les mères de famille et les femmes chefs de familles monoparentales. En ce nouveau millénaire, pourquoi les femmes devraient-elles encore payer seules (ou pratiquement) les frais de la maternité? Lors de la *Marche mondiale des femmes* en l'an 2000, les Ontariennes feront savoir qu'elles veulent des changements durables pour les femmes. Elles demanderont, entre autres, au gouvernement fédéral de créer et de financer des services de garde universels et accessibles, de remettre la *Prestation nationale pour enfants* à toutes les familles pauvres et d'offrir un supplément de revenu aux parents qui travaillent.

* La Table féministe francophone de concertation provinciale de l'Ontario (TFFCPO) est un regroupement de groupes de femmes francophones de l'Ontario avec pour mandat de favoriser la concertation et l'action politique pour promouvoir les droits des femmes francophones (613-241-2128)

Où s'en va l'agriculture en Alberta ?

- Ière partie -

RAYMOND LAROCHE

Falher

Pour un profane (surtout de l'Est du pays), les Prairies canadiennes avec leurs champs de cultures céréalières à perte de vue, projettent souvent une image de calme, de beauté et de prospérité. À une certaine époque, on surnommait même cette partie du Canada «le grenier du monde» tellement le secteur agricole était prospère. Le Canada se permettait même à cette époque de donner ses surplus de blé aux moins fortunés sans que cela n'affecte le prix du marché.

Aujourd'hui, dans un contexte d'économie mondiale et de globalisation des marchés, comment se porte cette industrie? À première vue, quand on n'a pas à mettre la main à la terre, tout à l'air d'aller comme sur des roulettes. Le cultivateur sème, ça


Photo: Raymond Laroche

pousse, il récolte, il vend sa récolte aux usines de transformation, il prépare ses champs pour la prochaine saison, et se repose tout l'hiver, chez lui ou au soleil.

Il semble toutefois que cette vision idyllique de l'agriculture soit loin de se rapprocher de la réalité. L'agriculture, il y a à peine 50 ans, faisait partie intégrante de la société. Il y avait la ville et la campagne. Les deux avaient besoin l'une de l'autre. Depuis, combien de villages ont été délaissés alors qu'ils s'étaient développés grâce à l'agriculture?

Au début du siècle, on assistait au phénomène contraire ici en Alberta, alors que des milliers de francophones venaient s'établir sur ces terres afin d'en vivre et d'y faire vivre leur famille. Que sont devenues ces fermes familiales qui étaient au coeur de l'économie de ces villages ? La région de Rivière-la-Paix est une de ces régions où le fait francophone est toujours présent, mais pour combien de temps encore? Falher, Girouxville, Donnelly, McLen-nan, Guy, Marie-Reine, St-Isidore, etc. ont été développées autour de l'agriculture. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Qui a pris la relève ?

Pourtant le paysage reste le même, les champs à perte de vue existent encore. On perçoit toutefois un certain nombre de changements tel que le nombre d'exploitants ou le type de culture. L'époque de la terre familiale transmise de génération en génération semble révolue.

Louis et Armande Sylvain de Falher, de même qu'Armand et Simone Boisvert de Girouxville sont nés ici en Alberta, ont toujours vécu sur une terre, et sont cultivateurs depuis près de 50 ans. Leurs parents venaient à cette époque du Québec, comme plusieurs autres d'ailleurs. Ils se sont installés sur ce qu'on appelait un homestead d'une superficie d'un quart de terre. Tout était à faire, et le tracteur n'était pas là pour faciliter les choses.

«Au début, tout le monde était pareil, on ouvrait avec la hache et on passait l'été à ouvrir du terrain, pas de vacances, et les semaines de travail étaient longues» nous disait l'un d'eux. Le premier Caterpillar n'est apparu qu'un peu avant 1950. Son ancêtre (au caterpillar) ne con-

....

Suite à la page 7
- agriculture -

La «Fête au village» de Legal une tradition d'année en année

RAYMOND LAROCHE

Legal

Encore une fois cette année, soit les 28 et 29 juillet derniers, c'était «Fête au village» à Legal. C'était aussi la 39ième édition de cette activité qui à l'origine, était célébrée le 24 juin. À ses débuts, c'était une occasion de faire un grand pique-nique paroissial tout en jouant à la balle. C'est l'abbé Primeau, à cette époque curé de la paroisse, qui en 1962 a eu l'idée de faire de cet événement qu'on connaît aujourd'hui sous le nom de «Fête au village».

Comme depuis plusieurs années, c'est maintenant une tradition pour les citoyens de cette petite municipalité, située à quelque 45 minutes au nord d'Edmonton, de se rencontrer et de fraterniser. De nombreuses activités, et ce pour tous les âges, étaient au programme, allant de la parade des tout-petits jusqu'au spectaculaire derby de


Photos: Raymond Laroche

démolition qui attire des participants et aussi des spectateurs d'un peu partout autour.

Ce qui rend la fête intéressante, c'est le fait qu'elle soit bilingue. Comme on le sait, la ville de Legal a été dernièrement déclarée la 3ième ville bilingue de l'Alberta, mais la collaboration à la fête existe déjà depuis des années. Autant de la part de la municipalité que de la communauté francophone, tous y mettent la main à la pâte.

Au menu cette année: fête champêtre, tournoi de baseball, promenades en train dans les rues de la ville, slalom de tracteurs, tournoi de pêche pour les jeunes, feux d'artifice, jeux pour les enfants, méchoui etc. Même l'hélicoptère de «Stars Air Rescue» était sur place pour les curieux.

Pour l'occasion, la Régionale de l'ACFA de Centralta offrait aux intéressés une visite guidée complète des quatorze peintures murales complétées, illustrant l'histoire des francophones dans l'Ouest. Murales qu'on retrouve un peu partout dans la ville.

Pour les amateurs de sensations plus fortes, le traditionnel derby de démolition était encore au programme. C'est d'ailleurs sans doute l'activité qui attire d'année en année le plus de spectateurs. Certains d'entre eux se sont même présentés près de deux heures avant le début de la compétition pour être sûrs d'avoir une bonne place. Il faut dire ici que rares sont les véhicules, qui, après 10 minutes d'affrontement dans l'arène, peuvent en ressortir par leurs propres moyens ou encore avec l'apparence d'une automobile. Huit véhicules se confrontent, jusqu'à ce que les deux derniers qui peuvent encore avancer ne serait-ce que d'un pied, soient déclarés vainqueurs, et passer à la finale. Il n'y flotte cependant pas dans l'air la même odeur que dans une parfumerie.

Comme aussi chaque année, c'est au son des cornemuses que s'est mise en branle la traditionnelle parade de la «Fête au village» qui lançait officiellement les activités de la journée. Cette parade est l'occasion pour les participants de rivaliser d'ingéniosité ou de créativité pour mériter un des prix qui y sont attribués. Le Centre de plein air Lusson, a d'ailleurs remporté un de ces prix dans la catégorie qui regroupait les participants provenant de l'extérieur de la ville. Même Nancy McBeth, leader de l'opposition officielle, a participé à la parade, bien assise sur son cheval et coiffée de son chapeau de cow boy.

Ce qui n'était au début qu'un rassemblement paroissial, est maintenant devenu une tradition, qui, à voir le nombre de participants, n'est pas prête de s'arrêter.



ÉDITORIAL

Matthew Coon Come, grand chef de l'Assemblée des Premières Nations

Il suffit de quelques semaines d'absence pour que plusieurs changements viennent bouleverser le visage de la scène politique canadienne. L'arrivée de Stockwell Day à la tête de l'Alliance canadienne en est un exemple flagrant mais il n'est pas le seul. En effet, en juillet dernier, Matthew Coon Come est devenu le chef de l'Assemblée des Premières Nations (APN) remplaçant ainsi à la tête de ce groupe de pression, Phil Fontaine.

La nouvelle de cette élection a été plus ou moins bien reçue dans les milieux politiques ainsi qu'auprès des médias québécois. Les non autochtones perçoivent Coon Come comme une menace, comme un empêcheur de tourner en rond, comme un radical qui n'aurait pas peur de promouvoir la violence afin de faire valoir les droits des peuples autochtones. Mais qu'en est-il vraiment?

Il est indéniable que M. Coon Come est très connu dans les milieux politiques canadiens du fait qu'il n'a pas sa langue dans sa poche. Il l'a démontré à maintes reprises lorsqu'il dirigeait le Grand Conseil des Cris du Québec entre 1987 et 1999 et de nouveau en 1994, lorsqu'il mena un combat acharné, contre le projet hydro-électrique Grande-Baleine ce qui a ultimement fait reculer le Québec et a engendré l'arrêt du projet estimé à 13 milliards de dollars. De plus, c'est un homme qui n'a pas peur de dénoncer les lacunes des gouvernements canadien et québécois sur la scène internationale. À la lumière de ces quelques exemples, on comprend mieux les réactions mitigées à l'annonce de son élection.

Comme le disait lui-même M. Coon Come: «Dès que nous disons un mot à propos de nos droits, nous sommes catégorisés comme belliqueux. Nous nous faisons traiter de radicaux. Je crois savoir quand il faut négocier et quand il faut se battre. Il y a des moments où il faut être conciliant, d'autres où il faut être intransigeant. Je suis prêt à être intransigeant lorsqu'il le faudra».

Si l'on en juge par l'agenda qu'il a l'intention de suivre, il sera particulièrement exigeant à l'endroit du gouvernement fédéral car il attend de lui que la relation entre les autochtones et les non autochtones soit basée sur le respect des droits constitutionnels et non sur différentes politiques gouvernementales. Ce qui en soi n'a rien de radical. Il suffit, pour se faire, de relire la Constitution canadienne ainsi que la commission royale sur les peuples autochtones. Selon *La Presse*, «il invite d'ailleurs Ottawa à se plier aux recommendations de la commission royale d'enquête sur les peuples autochtones, et à réunir les premiers ministres provinciaux, le premier ministre du Canada et les nations autochtones pour établir les bases d'une nouvelle relation».

Il est évident que Matthew Coon Come va faire monter la pression, qu'il mettra de l'huile sur le feu quand il le faudra. Il ne laissera probablement rien au hasard et exigera des réponses de nos leaders politiques. Mais c'est probablement avec l'Alliance canadienne qu'il faut s'attendre à des conflits plus virulents. Si M. Coon Come reste fidèle à lui-même et choisit adéquatement ses mots, c'est peut-être lui, qui permettra aux Canadiens et aux Canadiennes d'y voir un peu plus clair sur les politiques racistes du nouveau parti de l'opposition. La guerre, à ce moment là, risque d'être totale.

Nathalie Kermoal



http://www3.sympatico.ca/michelavigne michelavigne@sympatico.ca

N.D.R.L. - Le choix et le contenu de la caricature publiée dans cette page ne sont pas reliés aux propos exprimés dans l'éditorial de la semaine et ne reflètent en aucun cas les opinions de notre éditorialiste ou même de notre journal. Cette caricature est produite et distribuée par l'Association de la presse francophone (APF) et est offerte à tous les journaux membres de l'ensemble de la francophonie canadienne.

COURRIER DES LECTEURS

Chère madame la rédactrice,

Étant de nationalité française, je n'arrive pas à comprendre les commentaires de M. Munro au sujet de la couronne (lettre publiée dans Le Franco du 30 juin au 6 juillet 2000). Arrivé dans l'Ouest canadien, il y a bientôt de cela 50 ans, dans une région à 90% française, je remarquais que les gens avaient tendance à parler l'anglais. Cinq ans après, je demandais la nationalité canadienne à Edmonton. Interrogé par un magistrat sympathique, il se disait heureux d'avoir à donner la nationalité canadienne à un descendant français. D'ailleurs, il m'avait bien spécifié à l'époque qu'un bon Canadien doit parler les 2 langues officielles de son pays. Et voilà qu'une fois dans un bureau ou une banque ou m'adressant à de jeunes serveuses, je me rendais compte que bon nombre de personnes ne savaient pas que la langue française était officielle. D'ailleurs, la G.R.C. l'ignore aussi.

Une fois dans le Nord, j'ai rencontré des religieuses françaises qui avaient un hôpital et un pensionnat et qui enseignaient en anglais. Surpris, je leur demandais pourquoi enseigner en anglais et elles m'ont répondu: «car le premier ministre l'ordonne, il veut une seule langue et une seule culture pour toute la province.» Alors, je me suis aperçu que c'était partout le même régime, à part quelques écoles où il y avait une demi-heure de français en fin de journée. J'ai alors compris pourquoi les gens perdaient leur langue.

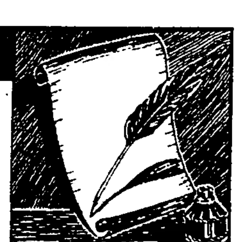
Je me suis donc mis à la recherche de l'histoire de ce pays. Je savais qu'au début jusqu'en 1760 c'était la Nouvelle-France. Après ce fut une colonie anglaise, ensuite un Dominion britannique et jusqu'en 1982, nous étions sous la direction de l'Angleterre. J'ai aussi découvert la Déportation des Acadiens (1755). Épisode où bon nombre d'entre eux ont vécu dans des conditions affreuses et où beaucoup sont morts. Longtemps

....

Suite à la page 8
- Courrier des lecteurs -

Nous voulons votre opinion

Nous invitons nos lecteurs et nos lectrices à nous écrire pour nous donner leur opinion sur des sujets qui les intéressent ou sur les éditoriaux du journal. Écrivez-nous! Soyez concis dans votre présentation et vos idées. Signez votre lettre et incluez votre numéro de téléphone. Nous publierons toutes lettres signées, pourvu qu'elles respectent l'éthique professionnelle du journal.





Directrice: ***Nathalie Kermoal***
Adjointe Admin.: ***Micheline Brault***
Journaliste: ***Raymond Laroche***
Infographiste: ***Stephan Branson***



#201, 8527 - 91e rue, Edmonton (AB) T6C 3N1
Téléphone: (780) 465-6581 Télécopieur: (780) 469-1129
Adel: lefranco@francalta.ab.ca
Internet: www.francalta.ab.ca/lefranco







OPSCOM
OPSCOM est l'unique agence de représentation média affiliée au réseau APF

OFFICE DE LA DISTRIBUTION CERTIFIÉE ODC INC
ODC

CORRESPONDANT.E.S:

Calgary
Suzanne de Courville Nicol
Alain Bertrand
Centralta
Denise Hart
Fort McMurray
Hélène Flamand
Grande Prairie
Alyre Morin
Bonnyville/Cold Lake
Michel Raymond
Kananaskis
Jean-Francois Brulotte
Plamondon
Joël Lavoie
Denise Lavallée
Red Deer
Serge Gingras
Rivière-la-Paix
Noëlla Fillion
Patrick Henri
Saint-Paul
Michele Routier
Sophie Charbonneau

Le Franco est la propriété de l'ACFA provinciale. Il est membre de l'APF. Au niveau national, il est représenté par OPSCOM. Le Franco est imprimé par Gazette Press Ltd, de Saint-Albert.

Lancement du site Web pour le projet de restauration du domaine Lougheed (Maison Beaulieu)

SUZANNE DE COURVILLE NICOL

Calgary

Le 9 juillet dernier, l'honorable Herb Gray, vice-premier ministre et ministre responsable de l'Initiative du millénaire du gouvernement du Canada, procédait au lancement d'un site Web pour le projet de restauration du domaine Lougheed. L'événement a eu lieu à l'occasion d'une journée d'accueil à l'ancien manoir Beaulieu Lougheed, sur un site historique de 2,8 acres en plein coeur de Calgary.



Michael Rae, Joe Lougheed, Hon. Peter Lougheed, ancien Premier ministre de l'Alberta; Sandy Fisher, Trudy Cowan, Herb Gray, vice-premier ministre.

On se rappelle qu'en septembre 1999, l'inauguration des Jardins Beaulieu du domaine Lougheed, marquait la phase 2 de ce projet de restauration. Projet évalué à environ 4 725 804$.

«La restauration de l'ancien manoir Lougheed pour le transformer en un centre d'interprétation sur l'histoire de l'Ouest canadien permettra à tous les Canadiens qui visiteront Calgary de découvrir une page fascinante des Prairies», a déclaré M. Gray.

La restauration du manoir Beaulieu et de ses jardins est un projet particulier à la Ville de Calgary et la Société de conservation et de la maison Lougheed depuis plusieurs années. Ce projet comprend la reconstruction de la remise et des ornements intérieurs de la maison. L'endroit revêt une très grande importance historique. En effet, le manoir Beaulieu, un manoir canadien de classe moyenne supérieure qui fut construit dans les Prairies à la fin du 19e siècle, est le seul du genre qui existe encore aujourd'hui. Lorsque le domaine fût bâti, en 1891, le Canada était un pays jeune, l'Alberta n'était pas encore une province et Calgary était une ville frontalière. La maison Beaulieu a été bâtie par le sénateur Sir James Alexander et Lady Isabella Hardisty Lougheed, deux personalités politiques bien en vue à l'époque.

James Lougheed fut nommé sénateur par Sir John A. Macdonald et était un ardent défenseur du statut de province pour l'Alberta et la Saskatchewan. Son épouse Isabella, d'origine métisse, est elle-même un personnage historique à sa façon: trois générations de membres de sa famille ont travaillé pour la Compagnie de la Baie d'Hudson comme facteurs et négociants. La maison Beaulieu, propriété de l'état depuis les années 1930, a été au fil des ans le siège de divers organismes à but non lucratif.

Le gouvernement du Canada appuie ce projet de restauration en y accordant une aide financière partielle de 756 000 $ dans le cadre du Programme des partenariats du millénaire du Canada (PPMC). Ce programme aide les Canadiens à souligner le millénaire par des initiatives qu'ils jugent importantes. Les projets appuyés par le PPMC mettent en valeur notre histoire, nos jeunes, nos arts et notre culture, notre environnement et le développement de nos collectivités.

Le PPMC assume jusqu'à un tiers des coûts admissibles des projets, alors que d'autres organisations et le secteur privé fournissent les deux tiers des fonds. La Société de conservation de la maison Lougheed, en partenariat avec la province de l'Alberta et le PPMC restaurera la maison Beaulieu. Le premier ministre Ralph Klein a confirmé que le gouvernement de l'Alberta assumera 60% des frais de restauration, soit quelque 2,8 millions de dollars. La Société devra lever des fonds d'environ 1,5 millions de dollars, dont environ 25 pour cent ont jusqu'à ce jour été recueillis.

Pour de plus amples renseignements sur la restauration de la maison Beaulieu, du domaine Lougheed (1891), visitez le site Web à www.millenaire.gc.ca.

Le Centre de plein air Lusson (CPAL) remporte un prix

Legal

Ce fut toute une aventure pour la directrice du camp, son équipe de moniteurs, même le «cuistot» était du voyage. En apprenant qu'une parade avec chars allégoriques se tenait pendant la «Fête au village», quelques minutes à peine leur ont suffi à se décider. En quelques heures, le camion était décoré. Quelques parents et enfants sur le camion, la directrice bien fardée et les moniteurs déguisés qui escortaient en chantant, en dansant et en distribuant des friandises aux jeunes spectateurs, ont permis à l'équipe du CPAL de remporter le 1er prix pour la catégorie des participants venant de l'extérieur. Le CPAL est un camp de vacances pour les jeunes, établi depuis plusieurs années dans la région de Clyde. Il offre aux jeunes francophones ou francophiles l'opportunité de vivre l'expérience d'un camp de vacances en français.



Photo: Raymond Laroche

Échange historique Calgary/Québec mais sans francophones

SUZANNE DE COURVILLE NICOL

Calgary

Le jeudi 6 juillet dernier, une centaine d'invités dont plusieurs francophones de Calgary, ont profité du 5 à 7 annuel, gracieuseté du maire Jean-Paul L'Allier de la ville de Québec, qui se tenait au Devonian Gardens de Calgary. Le maire L'Allier était représenté par une délégation spéciale composée de conseillers de la Ville de Québec et de représentants du Carnaval de Québec. L'échange Calgary/Québec soulignait 47 ans d'existence cette année. Cependant, pour la première fois depuis au moins dix ans, ni les représentants de l'ACFA régionale de Calgary/Banff ou autre Franco-Calgaréen ne furent invités par le comité d'échange Calgary/Québec 2000 du maire Al Duerr, heureusement qu'ils le furent par le maire L'Allier.



La présidente du Carnaval de Québec en compagnie du Bonhomme Carnaval



Calgary

Financement afin de promouvoir l'alphabétisation en Alberta

L'*Alberta Association for Adult Literacy* recevra 100 000$ du gouvernement du Canada afin de sensibiliser la population à l'alphabétisation grâce à des événements spéciaux. L'annonce de ce financement a été faite le 2 août dernier par l'honorable Anne McLellan, ministre de la Justice et procureure générale du Canada, au nom de l'honorable Jane Stewart, ministre de Développement des ressources humaines Canada. Le gouvernement du Canada participe à ce projet par l'intermédiaire du Secrétariat national à l'alphabétisation. L'*Alberta Association for Adult Literacy* organisera des manifestations de promotion de l'alphabétisation à l'occasion de la *Journée internationale de l'alphabétisation* et de la *Journée de l'alphabétisation familiale*. L'association veillera ainsi à offrir des conférences de perfectionnement professionnel aux tuteurs et aux formateurs, contribuera à la mise au point et à la diffusion d'information sur l'alphabétisation et accueillera des manifestations comme *Word on Street*, les *Prix de l'alphabétisation de Postes Canada*, et la *Semaine du bénévolat*, afin de souligner l'importance de l'alphabétisation des adultes et de l'alphabétisation familiale. Des trousses d'information et un bulletin portant sur les programmes et les services d'alphabétisation en Alberta seront imprimés et distribués partout dans la province. La capacité de lire et d'écrire est liée aux compétences professionnelles, à la santé et à l'estime de soi. De bonnes capacités de lecture et d'écriture permettent aux Canadiennes et Canadiens de participer pleinement à la vie sociale et économique.

Edmonton

Maintenant disponible, le guide de grossesse le plus complet pour la femme d'aujourd'hui

La Société des obstétriciens et gynécologues du Canada (SOGC) a fait un don du tout nouveau guide de grossesse et d'accouchement *Partir du bon pied* aux principales bibliothèques publiques d'Edmonton. Le livre, unique en son genre, couvre chacune des étapes clés de la grossesse et fournit une foule de conseils pratiques et fiables. Rédigé dans les deux langues officielles par des spécialistes canadiens du monde médical, il a été conçu pour servir d'outil de références aux mères voulant améliorer leurs chances d'accoucher à terme d'un bébé en santé. Conçu sous forme de journal de bord illustré, le livre Partir du bon pied offre aux femmes d'aujourd'hui une information complète basée sur les plus récentes recherches scientifiques. Le livre est disponible dans plusieurs bibliothèques publiques de l'Alberta, ou peut être commandé en composant gratuitement le 1-877-519-7999. On peut également placer sa commande par Internet à www.partir-du-bon-pied.com. Sur ce site, les visiteurs peuvent lire des extraits du livre ainsi que les critiques de femmes qui ont eu recours à *Partir du bon pied* avant et pendant leur grossesse.

Grande Prairie

Une gagnante généreuse

Lors de la Fête franco qui se tenait dernièrement à Grande Prairie, une activité un peu spéciale avait été organisée, soit celle de la vache qui...où les participants essaient de prévoir dans quel partie, d'un enclos préalablement divisé en sections, la vache jettera son dévolu. Elle l'a fait dans le carré 256, qui fut acheté par la propriétaire même de la vache, Mme Gail Bites. Elle a remporté pour l'occasion la somme de 81.00$, soit 25% des recettes. Bon joueur, Mme Bites a redonné cet argent à l'école francophone Nouvelle Frontière pour l'organisation d'activités spéciales.

Lethbridge

Situation critique pour les cultivateurs de Lethbridge

En raison d'une chaleur intense et du manque de précipitations, les agriculteurs du Sud de l'Alberta se retrouvent dans une situation très délicate voire même critique. La faible quantité de précipitations reçues dans cette région a d'ailleurs causé une pénurie d'eau d'irrigation nécessaire à la croissance des cultures. De plus, plusieurs feux de broussaille ont aussi ravagé des centaines d'hectares de pâturage. Au sud de Fort McLeod, la récolte a été complètement détruite. C'est pourquoi, le député fédéral de Lethbridge, Norm Casson a demandé au ministre canadien de l'agriculture de déclarer la région du sud de l'Alberta, zone sinistrée, en raison de la sécheresse qui y sévit.

Saint-Albert

Consultations publiques du CRTC

Des consultations publiques portant sur les services de radiodiffusion de langue française accessibles aux francophones hors Québec se tiendront le 19 septembre prochain au St-Albert Inn. Les consultations auront lieu entre 13h00 et 17h00, et entre 18h00 et 22h00. Les consultations qui doivent se tenir dans 11 emplacements au Canada, font partie d'un processus public qui comprendra une audience publique qui débutera à Hull le 18 octobre 2000. Le CRTC invite les participants à venir formuler leurs commentaires en ce qui concerne les lacunes possibles qui pourraient exister au niveau de services de radiodiffusion de langue française dans les communautés de minorités francophones du Canada.

Suite de la page 3
- agriculture -

naissait même pas les pneus. «À cette époque, pour 10$, on pouvait acheter 160 acres de terre (un carreau), tout le monde se suffisait à lui-même. On avait des animaux (cheval, vaches, boeuf, poules, porcs), on faisait notre propre crème qu'on vendait en ville. Ça rapportait environ 12$ par semaine, et on pouvait vivre avec ça».

Il est bien évident que les choses ont bien changé, maintenant un carreau de terre ne permet plus l'autosuffisance, et plus on a de terre, plus on doit produire. Si le marché du grain sur le marché mondial baisse, on n'a pas le choix et on doit suivre. Si le grain se donne, il faut le donner. Et depuis des années, le prix du grain est à la baisse. Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que les coûts de productions sont les mêmes, ou sont en hausse d'année en année. Il en reste donc de moins en moins pour le producteur. Même pour un agriculteur en fin de carrière, qui a amorti son équipement et ses terres depuis des années, faire des profits, même avec des conditions climatiques idéales, n'est pas une entreprise assurée. Les chances de survie dépendent souvent du taux d'endettement.

L'avenir de l'agriculture repose donc sur plusieurs facteurs, dont la relève. Mais comment un jeune cultivateur peut-il envisager aujourd'hui de gagner sa vie sur une terre? Certains disent que sans appuis financiers, c'est impensable, et que le gouvernement doit réagir et instaurer des programmes afin d'aider ses cultivateurs à être compétitifs à l'échelle mondiale.

À suivre...

La santé du coeur des femmes protégez votre coeur après la ménopause

Bouffées de chaleur! C'est souvent ce qui vient à l'esprit des femmes lorsqu'elles entendent le mot ménopause - pas les maladies du coeur. Pourtant, à l'approche de la ménopause, il est important qu'elles commencent à penser à protéger leur coeur.

«Bon nombre de gens ignorent que les maladies du coeur sont la principale cause de décès chez les femmes et les hommes, explique le Dr. Selma Gayle Scott de la Société des obstétriciens et gynécologues du Canada, une obstétricienne-gynécologue établie à Calgary. En fait, il y a plus de femmes qui meurent de maladies du coeur que de cancer du sein, de fracture de la hanche et de cancer de l'utérus réunis.»

Avant la ménopause, les femmes sont moins susceptibles de développer une maladie cardiovasculaire parce que l'estrogène protège leur coeur et leurs vaisseaux sanguins. Après la ménopause, cependant, leur risque rejoint celui des hommes en raison de la baisse d'estrogène. À l'âge de 65 ans, les femmes courent le même risque que les hommes du même âge.

Les femmes devraient chercher à se renseigner le plus possible au sujet de la ménopause et discuter avec leur médecin de leurs préoccupations, de leurs facteurs de risque et de mesures de prévention afin d'être en mesure de faire des choix-santé éclairés.

Réduisez votre risque

Voici ce que conseillent la Société des obstétriciens et gynécologues du Canada, la Fondation des maladies du coeur du Canada et la Société canadienne de cardiologie.

Cessez de fumer - Si vous êtes une fumeuse de moins de 50 ans, votre risque de mourir d'une maladie du coeur est trois fois plus élevé que celui d'une non-fumeuse. Cesser de fumer est l'une des choses les plus importantes que vous puissiez faire pour votre santé et votre coeur.

Perdez du poids - Le risque de crise cardiaque est trois fois plus élevé chez les femmes qui ont un excédent de poids que chez celles qui maintiennent un poids-santé. Demandez à votre médecin quel est votre poids-santé idéal et la meilleure façon de l'atteindre.

Surveillez votre alimentation - Mangez des aliments variés. Réduisez votre consommation de gras et de sucre et ajoutez plus de fibres à votre régime alimentaire. Prenez suffisamment de calcium pour garder vos os forts et de vitamine D, surtout l'hiver.

Restez active - L'exercice, c'est bon pour le coeur, le corps et l'esprit. Soyez active! Allez-y doucement au début: marchez, dansez, nagez. Votre corps a besoin d'exercices, et vous vous sentirez mieux dans votre peau après en avoir fait.

Réduisez votre taux de cholestérol et de triglycérides - Suivez votre régime; mangez moins de gras, de sucreries et buvez moins d'alcool.

· Abaissez votre tension artérielle - Réduisez votre consommation de sel, d'alcool et perdez du poids. Si vous prenez des médicaments pour traiter votre tension artérielle, observez la posologie en tout point.

Pour plus d'information, consultez le site Web de la Société des obstétriciens et gynécologues du Canada: http://www.medical.org.

....

Suite de la page 4

- Courrier des lecteurs -

après, les Métis du Manitoba ont été chassés de leurs terres (1870) puis les autochtones placés dans des réserves. Tout ce petit monde a été mis au régime de la langue anglaise. En 1838, alors que la Constitution du Bas Canada était suspendue, le gouvernement britannique envoyait au nom de la couronne un homme du nom de John George Lambton, comte de Durham, comme gouverneur des colonies. Il préconisait l'union des colonies mais en même temps l'assimilation des Canadiens français, parce que disait-il, ils sont «une société vieillie et stationnaire dans un monde nouveau et progressif». Cette assimilation lui semblait à l'époque inévitable.

M. Munro, avant qu'on nous l'interdise, nous avions le droit à l'éducation en français pour nos enfants. Pour l'obtenir de nouveau, il a fallu demander à la Cour suprême. Vous souvenez-vous de ce que le premier ministre de la province proclamait, il y a de cela 14 ans? Il proclamait que «l'Alberta serait unilingue anglaise» dans un Canada bilingue ... Nous avons manifesté devant la législature et les Métis étaient avec nous. C'est honteux pour un pays qui se vante, qui se glorifie d'être un pays modèle. Qu'avons-nous obtenu?

Lors de son passage en Alberta, madame Adrienne Clarkson, gouverneure générale du Canada, nous a, en effet, parlé en français et elle nous a aussi encouragé. Mais combien de petits enfants des pionniers de Legal parlent encore cette langue et combien la comprennent encore?

Je félicite donc M. Pierre Vincent pour son courage, sa franchise et sa fierté française. Bonne continuation Pierre, je suis avec toi. Félicitations aussi à Mme Nathalie Kermoal pour ses éditoriaux francs et sincères et bravo pour le prix bien mérité qu'elle a reçu.

Henri Lusson
Legal

Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco

www.francalta.ab.ca/lefranco

Priere à St-Jude

Patron des causes désespérées

Ô glorieux apôtre Saint-Jude, l'église vous honore et vous invoque comme patron des causes désespérées. Nous vous supplions humblement d'accueillir avec ferveur ceux qui dans leur détresse mettent en vous leur confiance.

Venez au secours de tous ceux qui vous invoquent, exaucez leurs prières, obtenez-leur, avec la vie éternelle, la grâce qu'ils sollicitent de votre puissante intercession.

Nous vous promettons, en retour, de nous souvenir toujours de vos faveurs et de mieux vous faire connaître comme "patron des causes désespérées".

3 Pater Ave Gloria

Amen **(Y.F.)**

Prière au St-Esprit

St-Esprit, Toi qui éclaircies tout, qui illumines tous les chemins pour que je puisse atteindre mon idéal, Toi qui me donnes le don divin de pardonner et d'oublier le mal qu'on me fait, et qui es avec moi dans tous les instants de ma vie, je veux pendant ce court dialogue Te remercier pour tout et confirmer encore une fois que je ne veux pas me séparer de Toi à jamais, même malgré n'importe quelle illusion matérielle. Je désires être avec Toi dans la gloire éternelle. Merci de Ta miséricorde, envers moi et les miens. (La personne devra dire cette prière trois jours de suite. Après les 3 jours, la grâce demandée sera obtenue, même si cela pourrait paraître difficile. Faire publier aussitôt que la grâce a été obtenue. Au bas, mettre les initiales de la personne exaucée.)

G.L.

FACULTÉ SAINT-JEAN

OFFRE D'EMPLOI

Secrétaire en pédagogie à temps partiel
(20 heures par semaine)

La Faculté Saint-Jean, *University of Alberta*, est à la recherche d'une personne dont les qualifications rencontrent les besoins des tâches suivantes:

- Mise en page et préparation de documents
- Réception
- Classement et gestion des dossiers
- Comptes rendus des réunions
- Appels téléphoniques
- Comptabilité

Qualifications requises:

- Diplôme d'études secondaires
- 3-4 ans d'expérience en secrétariat bilingue
- Excellente qualité du français et de l'anglais parlés et écrits
- Connaissance approfondie des logiciels Microsoft Word, Excel, Filemaker Pro
- Dactylographie avec précision – 55 à 60 mots à la minute
- Esprit d'équipe
- Connaissance du milieu scolaire serait un atout

Salaire du poste: 11,78 $ - 14,52 $/heure

Les candidat-e-s devront faire parvenir un curriculum vitae **au plus tard le 25 août 2000** à l'attention de:

Madame Claudette Tardif, Ph. D.
Doyenne
Faculté Saint-Jean
8406, rue Marie-Anne-Gaboury
Edmonton AB T6C 4G9



University of Alberta

TRAVAILLEUSE FRANCOPHONE

Travailleuse francophone pour accompagner une fillette de 3 ans ayant des déficiences de développement. Approx. 20 h/mois, à St-Albert. Salaire 8$/heure. St.Albert Association for People with Disabilities, demandez Myrna Lof, (780) 458-7371, poste 34. (10-11)

CRTC

LE CRTC VEUT VOS COMMENTAIRES

Canada

Le CRTC sollicite des observations concernant un projet pour modifier les Règles de procédure du CRTC afin de réduire de 50 à 30 jours la période minimum à laquelle une demande doit être publiée dans la Gazette du Canada, lorsque le CRTC propose de tenir une audience publique. Cette période réduite lui donnerait davantage de souplesse pour traiter certains types de demandes, dans des circonstances particulières. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter l'avis public. Les observations écrites sur les modifications proposées au règlement annexé à l'avis public, doivent parvenir au bureau de la Secrétaire générale, CRTC, Ottawa (Ont.) K1A 0N2, au plus tard le **5 septembre 2000**. Vous pouvez également soumettre vos observations par courriel au: procedure@crtc.gc.ca ou sur disquette. Pour plus d'information: **1-877-249-CRTC** (sans frais) ou Internet : http://www.crtc.gc.ca. Document de référence: Avis public CRTC 2000-111.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes — Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

Commission de la fonction publique du Canada — Public Service Commission of Canada

Agente ou agent d'enquêtes et de contrôle

Développement des ressources humaines Canada

GRANDE PRAIRIE (ALBERTA)

Poste offert aux personnes résidant ou travaillant à Grande Prairie ou en périphérie dans un rayon de 40 km.

Pour être pris en considération à ce poste prévu, vous devez avoir réussi soit vos études secondaires selon les normes provinciales ou territoriales en vigueur, soit une équivalence approuvée par la CFP. Il est indispensable d'avoir une vaste expérience appréciable dans les techniques d'entrevue directe et les enquêtes complexes. Vous devrez vous soumettre à une vérification approfondie de la fiabilité. Une liste d'admissibilité sera établie et pourra servir à doter, maintenant ou plus tard, des postes temporaires ou permanents. Vous toucherez un salaire variant entre **39 585 $** et **42 788 $**.

La maîtrise de l'anglais est essentielle.

Si ce poste vous intéresse, veuillez poser votre candidature en direct ou acheminer votre curriculum vitæ **d'ici le 1er septembre 2000**, en décrivant clairement la façon dont vous répondez aux critères susmentionnés et en indiquant votre citoyenneté ainsi que le numéro de référence **REH2365SW94-N**, à la **Commission de la fonction publique du Canada, Place du Canada, 9700, avenue Jasper, bureau 830, Edmonton (Alberta) T5J 4G3. Télécopieur : (780) 495-2098.** Pour de plus amples renseignements sur d'autres débouchés offerts dans notre région, veuillez visiter notre site Web.

Nous remercions tous ceux et celles qui soumettent leur candidature; nous ne communiquerons qu'avec les personnes choisies pour la prochaine étape. La préférence sera accordée aux citoyennes et aux citoyens canadiens.

Nous souscrivons au principe de l'équité en matière d'emploi.

This information is available in English.

http://emplois.gc.ca Canada

Service correctionnel Canada — Correctional Service Canada

Agente ou agent des programmes

Établissement de Grande Cache

GRANDE CACHE (ALBERTA)

Poste offert aux personnes résidant ou travaillant à Grande Cache, en Alberta, ainsi qu'en périphérie dans un rayon de 50 km.

À ce poste au sein de l'établissement de Grande Cache, vous serez responsable de la prestation des programmes correctionnels reliés aux besoins des détenus. Vous devrez observer et interpréter le comportement des détenus et leur participation aux programmes, évaluer leur progrès et préparer des rapports, motiver et encourager les détenus à participer aux programmes et faire la promotion des programmes correctionnels. Il vous faudra également fournir de l'information au personnel du Service correctionnel et organiser à son intention des séances de sensibilisation relatives au contenu des programmes et à la clientèle cible, de même que réaliser des évaluations de programme dans le cadre du processus d'évaluation initiale à l'échelle régionale. Ce concours servira peut-être à doter deux postes, l'un permanent et l'autre temporaire. Vous toucherez un salaire variant entre **40 448 $** et **48 538 $**, plus une indemnité de facteur pénologique de **480 $**.

Pour relever ces défis, vous devez détenir un diplôme d'une université reconnue dans un domaine axé sur la compréhension et l'évaluation du comportement humain, en plus de connaître les techniques d'entrevue, de savoir définir et évaluer le comportement humain et de posséder des acquis dans les séances de counselling individuelles ou collectives.

La préférence pourra être accordée aux candidates et aux candidats qui possèdent un diplôme en sociologie, psychologie, travail social, criminologie ou éducation, de même qu'à ceux et celles ayant des compétences de base dans l'utilisation du clavier et l'exploitation des logiciels informatiques en usage au Service correctionnel du Canada (MS Word, Excel). Une vérification approfondie de la fiabilité sera effectuée avant la nomination.

La maîtrise de l'anglais est essentielle.

Si l'une de ces perspectives d'emploi vous intéresse, veuillez poser votre candidature en ligne ou acheminer votre curriculum vitæ **d'ici le 31 août 2000**, en démontrant clairement la façon dont vous répondez aux critères susmentionnés et en indiquant votre citoyenneté ainsi que le numéro de référence **00-CSC-GCI-OC-31**, au **Chef des ressources humaines, Établissement de Grande Cache, sac 4000, Grande Cache (Alberta) T0E 0Y0. Télécopieur : (780) 827-4081. Courriel : metiviergi@csc-scc.gc.ca.** Pour de plus amples détails sur d'autres postes dans notre région, veuillez visiter notre site Web.

Nous remercions tous ceux et celles qui soumettent leur candidature; nous ne communiquerons qu'avec les personnes choisies pour la prochaine étape. La préférence sera accordée aux citoyennes et aux citoyens canadiens.

Nous souscrivons au principe de l'équité en matière d'emploi.

This information is available in English.

http://emplois.gc.ca Canada

Ministère de la Justice Canada — Department of Justice Canada

Conseillère ou conseiller juridique - Poursuites pénales

Ministère de la Justice

EDMONTON (ALBERTA)

Le ministère de la Justice (Canada) recherche plusieurs avocates et avocats possédant divers degrés d'expérience pour remplir les fonctions de procureure ou procureur dans sa Section des poursuites pénales du Bureau régional d'Edmonton.

Les candidates et candidats retenus seront responsables des poursuites fondées sur des infractions à un grand nombre de lois fédérales, notamment la Loi réglementant certaines drogues et autres substances, la Loi de l'impôt sur le revenu et diverses lois réglementaires.

Pour en savoir davantage sur ces perspectives d'emploi et sur la façon de postuler, veuillez visiter le site Web à **http://emplois.gc.ca.** La date limite pour poser sa candidature est **le 1 septembre 2000.**

Le ministère de la Justice du Canada souscrit au principe de l'équité en matière d'emploi.

This information is also available in English.

http:// emplois.gc.ca — Canada

Commission de la fonction publique du Canada — Public Service Commission of Canada

Dessinatrice ou dessinateur en plomberie / appareils de CVC

Garnison d'Edmonton

Ministère de la défense nationale

EDMONTON (ALBERTA)

Ce poste permanent est offert aux personnes résidant ou travaillant à Edmonton, Calgary, Saskatoon et en périphérie dans un rayon de 40 km de chacun de ces centres. Vous toucherez un salaire variant entre **41 424 $** et **50 398 $.**

Si vous désirez en savoir davantage sur cette perspective d'emploi et sur la façon de postuler, veuillez **visiter notre site Web à http://emplois.gc.ca.** La date limite des candidatures est le **5 septembre 2000.**

Nous remercions tous ceux et celles qui soumettent leur candidature; nous ne communiquerons qu'avec les personnes choisies pour la prochaine étape. La préférence sera accordée aux citoyennes et aux citoyens canadiens.

Nous souscrivons au principe de l'équité en matière d'emploi.

This information is available in English.

http:// emplois.gc.ca — Canada

COMITÉ DE MISE EN CANDIDATURES

Le Secrétariat provincial de l'Association canadienne-française de l'Alberta est à la recherche de candidats ou candidates pour siéger à son comité exécutif. Un comité a été chargé de recueillir les candidatures. Il est composé de Madame Lilianne Maisonneuve et de messieurs Mauricio Rivera-Quijano et de Jean-Louis Dentinger.

TROIS POSTES DOIVENT ÊTRE COMBLÉS :

La présidente, Mme Suzanne Dalziel termine un mandat d'un an.

Le vice-président, M. Guy Nobert termine un mandat de deux ans.

Le vice-président, M. Mauricio-Rivera-Quijano termine un mandat d'un an.

Conformément aux statuts et règlements de l'ACFA, les personnes intéressées à poser leur candidature à la présidence doivent remplir un formulaire dûment **au plus tard le 5 octobre prochain à 16h30.**

Les candidatures à la vice-présidence peuvent être déposées en tout temps y compris jusqu'à l'assemblée générale annuelle.

Pour obtenir un formulaire, veuillez communiquer avec:
- Danielle Nantel au 780-466-1680,
- par télécopieur au 780-465-6773
- ou par courrier électronique au d.nantel@francalta.ab.ca

L'UniThéâtre

EST À LA RECHERCHE D'UN (E) ENSEIGNANT/ENSEIGNANTE EN ART DRAMATIQUE, POSTE À TEMPS PARTIEL

LE COURS ART DRAMATIQUE 10/20/30 EST UN COURS CRÉDITÉ OFFERT EN COLLABORATION AVEC L'ÉCOLE MAURICE-LAVALLÉE

RESPONSABILITÉS:

- Planifier le contenu du cours Art dramatique 10/20/30 en l'axant sur la pratique théâtrale
- Monter deux pièces dans le cadre du cours
- Travailler en collaboration avec l'équipe de l'UniThéâtre et l'école Maurice-Lavallée

EXIGENCES:

- Avoir de l'expérience en enseignement de l'art dramatique ou/et un diplôme d'enseignement
- Posséder une expérience pratique en théâtre
- Avoir une bonne connaissance en français
- Posséder des qualités de leadership (flexibilité, initiative, débrouillardise) et d'ouverture

DURÉE DE L'EMPLOI:

- Septembre à la fin mai
- Deux à trois jeudis, trois heures par semaine, plus les temps de répétitions durant les productions.

Pour un total de 125 heures de cours.

SALAIRE:

À négocier

Prière de faire parvenir votre curriculum vitae avec le nom, de deux répondants au plus tard le 5 septembre 2000, aux soins de:

Daniel Cournoyer, directeur artistique et général
L'UniThéâtre
#210, 8627, rue Marie-Anne-Gaboury
Edmonton, Alberta T6C 3N1
Téléphone: (780) 469-8400 • Télécopieur: (780) 440-6970



PETITES ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service, LE FRANCO vous offre une chronique de petites annonces. **Tarifs**: 7$ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12$ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines. Plus de 20 mots: 0,10$ de plus par mot. **Annonces encadrées: 3,50$ de plus.** Vous devez ajouter 7% (TPS).

Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste avant le lundi midi (12H00). Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le: (780) 465-6581 avant le lundi midi (12H00). Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre du journal Le Franco:

Le Franco, #201, 8627-91e Rue, Edmonton, AB, T6C 3N1

MAIGRISSEZ MAINTENANT

Demandez-moi comment. Perdez jusqu'à 30 livres. Programme de 30 jours, commençant à 30$. Info: (780) 322-2275





Nous désirons informer nos lecteurs que vous pouvez faire publier *la Prière au St-Esprit, la Prière à St-Jude* et *la Prière à Mère Térésa*. Vous devez inclure avec votre demande la somme de 26,75$ (TPS incluse). N'oubliez pas d'inscrire vos initiales. Retour-nez le tout à:

LE FRANCO
#201, 8627, 91e Rue
Edmonton, AB T6C 3N3
Tél.: (780) 465-6581



Nettoyage de tapis, fauteuils & plafonds avec le système

FABRI-ZONE

Tapis nettoyés, purifiés et secs en dedans de 2 heures

J-M Cadrin
8829-95e Rue
Edmonton, Alberta
T6C 3W6

Service (24 heures) 426-6625
Rés.: 468-3067
Téléc.: 463-2514



1-888-234-8533

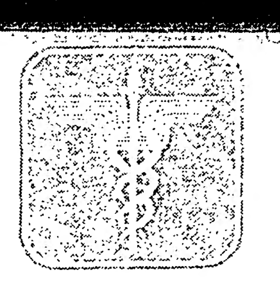
www.devp.org



PETIT OU GROS BOBO

Le Secteur santé
à votre service

- Répertoire de professionnel.les
- Résautage
- Page Web
- Renseignements, ressources
- Promotion des services sociaux et de santé en français



ACFA provinciale
Diane Conway, directrice, Secteur santé
(780) 466-1680 poste 202
www.francalta.ab.ca/acfa/sante
sante@francalta.ab.ca

Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco

Avis aux annonceurs

Toutes les annonces (réservations et matériel) doivent parvenir à nos bureaux au plus tard le vendredi à midi.

La direction se réserve le droit de refuser toute annonce envoyée après cette échéance ou d'imposer une surcharge.

Pour les petites annonces, l'heure de tombée est le lundi à 12h.

L'équipe du Franco vous remercie de votre collaboration

Tél: 465-6581 Téléc: 469-1129

Paroisses Francophones

MESSES DU DIMANCHE

CALGARY

Ste-Famille
1719-5e Rue S.O.
Samedi: 17H
Dimanche: 10H30

CENTRALTA

Legal
Paroisse St-Emile
Dimanche: 11H00

St-Albert
Chapelle Connelly-McKinley
9, Muir Drive
Dimanche: 10H

EDMONTON & ALENTOURS

St-Thomas d'Aquin
8410-89e Rue
Samedi: 16H30
Dimanche: 10H00

Immaculée - Conception
10830-96e Rue
Dimanche: 10H30

Ste-Anne
9810-165e Rue
Dimanche: 10H30

Paroisse St-Joachim
9928-110e Rue
Dimanche: 10H30

Beaumont, St-Vital
4905-50e Rue
Dimanche: 9H30

ST-ISIDORE

Paroisse St-Isidore
Dimanche: 11H30

ST-PAUL

1er, 3e & 5e samedi à 19H30
Dimanche: 9H30

Connelly Mckinley Ltd.
Salon funéraire



10011-114e Rue
Edmonton - Alberta
(780) 422-2222

9, Muir Drive
St-Albert
(780) 458-2222

256, rue Fir
Sherwood Park
(780) 464-2226

DR SAMUEL BOUCHER, O.D.
Optométriste



Examens de la vue, lentilles cornéennes, dépistage et gestion de problèmes de santé oculaire.

VISION CARE, coin des rues Hébert et St. Albert Trail
St-Albert, Tél.: (780) 419-7000

DR R.D. BREAULT
DENTISTE

Strathcona Medical Dental Bldg.
Pièce 302, 8225-105e Rue, Edmonton, Alberta T6E 4H2
Tél. (780) 439-3797

Dr J. Georges Sabourin
B.A., M.D., F.R.C.S. (C)

303 Hys Centre • 11010-101e Rue
Edmonton, Alberta T5H 4B9

Obstétricien Tél.: (780) 421-4728 Gynécologue

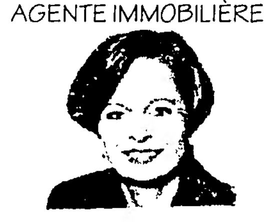
Dr Léonard Nobert
Dentiste

54 rue St-Michel, St-Albert, AB T8N 1C9
Téléphone: (780) 459-8216

Century 21

Paulette Maltais, B.Ed., M.A.
AGENTE IMMOBILIÈRE

A.L.L. Stars Realty Ltd.
312 Saddleback Road
Edmonton, Alberta T6J 4R7
Bureau (780) 434-4700
Téléc.: (780) 436-9902
Courriel: c21edm@aol.com



DR COLETTE M. BOILEAU-GAUTHIER
DENTISTE

350, West Grove profesionnal Bldg.
10230 - 142e Rue, Edmonton, AB T5N 3Y6
Tél.: (780) 455-2389

CADRIN DENTURE CLINIC

Bernard Cadrin
Édifice G.B. 9562-82 Avenue
Edmonton, Alberta T6C 0Z8
Entrée ouest, plancher principal

Bur.: (780) 439-6189 Rés. (780) 465-3533

McCuaig Desrochers
BARRISTERS SOLICITORS AVOCATS NOTAIRES

Au service de la francophonie albertaine

2401 TORONTO DOMINION TOWER
EDMONTON CENTRE NW
EDMONTON, AB T5J 2Z1

Tél.: (780) 426-4660 Téléc.: (780) 426-09

L'ORTHODONTIE en français

Dr Mark Knoefel
Spécialiste certifié en orthodontie

"Retrouvez votre sourire!"

17010-90e Avenue
Edmonton, AB
(780) 484-1511



9848-153e Avenue
Edmonton, AB
(780) 457-5566

LA BOUQUINERIE

L'éducation d'une fée

De Didier van Cauweleart, Albin Michel

MARIE-JOSÉE ROY

Edmonton

Nicolas Rockel est concepteur de jouets. En rentrant d'une conférence, il tombe simultanément amoureux d'une femme et de son petit garçon. Ingrid est veuve, son mari vient de se faire tuer en Bosnie. Raoul, son fils, est un petit bonhomme d'environ quatre ans qui porte des lunettes jaunes. Nicolas fait tout pour les séduire. Finalement, le coup de foudre est mutuel.

Quatre ans plus tard, le monde de Nicolas s'écroule. Sa femme le quitte parce qu'elle l'aime. Nicolas est désespéré. Il ne peut s'expliquer une telle décision. Comment réagir? Que faire? Il essaie de se réinventer pour tenter de la convaincre de rester. Comment annoncer à son fils, à ce fils qui lui a été confié, qu'il ne fera plus partie de sa vie?

Sa détresse est observée par une fille qui travaille dans un supermarché. Elle aussi est à la dérive, malmenée du fait de son statut d'immigrante et de caissière. Elle a tout supporté pour



venir en France: la fuite de son pays, l'attente de visas, les séjours au Canada, le mépris pour sa culture et sa religion. Peu à peu, son rêve d'enfance s'effrite au contact de la réalité. Ce pourquoi elle a tant lutté s'avère presque un cadeau empoisonné.

Alors que leur monde s'écroule, un lien se tisse entre eux, au-dessus du tapis roulant de la caisse: l'espoir de se créer une nouvelle vie, de croire à quelque chose qui dépasse la réalité.

L'éducation d'une fée est un roman tendre et touchant où le désespoir et le refus d'abandonner priment. Comme dans toutes ses oeuvres, Didier van Cauweleart explore les grandes questions sociales comme la guerre, l'immigration, la bureaucratie et les classes sociales. Un roman à lire.

